

**Ça fait longtemps
que la Fonction publique territoriale
vit la « fin de l'abondance » !**

**Le 29 septembre,
on se mobilise !**

Un point d'indice - dégel à mettre à l'actif de la lutte de la CGT depuis des années au regard d'une inflation dépassant largement les 6,5%, des sous-effectifs permanents, des manques de moyen pour exercer nos missions, des économies sur les budgets de fonctionnement des directions, d'où des conditions de travail dégradées, un recours accru aux contractuel.le.s, malléable, que l'on précarise sans perspective de titularisation.

Et pour couronner le tout : l'augmentation du temps de travail (à 1607 heures), la destruction programmée du statut de la Fonction Publique par la loi Dussopt du 6 août 2019.

Alors qu'en 2021, 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40, soit 15 % de plus en un an, l'augmentation de 3,5 % du point d'indice pour une rémunération de 1500 € nets, c'est 50 € de plus pour les agents territoriaux!

Une perte de salaire de l'ordre de 15 % depuis 2010. Aucune mesure d'accompagnement financière pour les exclus du Ségur 3 de la santé, une discrimination des agents d'un même service, d'un même périmètre. On voit bien pour qui est l'abondance alors que la paupérisation des agents publics se poursuit encore et toujours !

La stagnation des carrières est également flagrante !

La situation actuelle de tassement des carrières est le fruit des choix et de la responsabilité des gouvernements successifs, de la collectivité Parisienne, reproduisant chacun les mêmes recettes des mesurette catégorielles créant les inégalités, les frustrations et les divisions d'aujourd'hui.

Dernière en date, à l'instar de la catégorie C, le relèvement des échelons de base de la catégorie B, pour les élever au-dessus du smic, créant de fait un ralentissement de l'évolution de la carrière de cette catégorie et provoquant le tassement de l'ensemble des grilles de rémunération.

Face à la liquidation programmée de nos services publics, de la fonction publique, face au mépris et aux provocations, une seule réponse possible :

nous mobiliser !

29 SEPTEMBRE 2022
Tou-te-s mobilisé-e-s pour :

- Augmentation des salaires
- SMIC à 2000 €
- 32 heures par semaine
- Retraite à soixante ans
- Égalité femmes/hommes

75
la
cgt
SYNDICAT

La seule réponse adéquate et attendue à cette colère des agents est bien et l'augmentation conséquente du point d'indice immédiate de 10% et le rattrapage de la perte du pouvoir d'achat cumulée depuis les vingt dernières années.

Tous les services des directions, du service aux usagers subissent les conséquences du désengagement de la ville de Paris. La santé, l'éducation, le secteur social et médico-social le résultat des politiques de désengagement de la ville, menées depuis des dizaines d'années.

Alors que le président envisage coûte que coûte d'achever la casse de notre système de protection sociale, les militants CGT sont sur le terrain. Ils vont à la rencontre des agent.es pour dénoncer ces choix, pointer les contradictions et proposer d'autres solutions.

Une démarche collective incontournable pour répondre aux urgences sociales et environnementales, pour convaincre les salarié.e-s de se mobiliser **le 29 septembre**.



La hausse du point d'indice est l'unique levier permettant d'augmenter le traitement de tous les agents de façon égalitaire. Le point d'indice de la Fonction publique détermine la rémunération des fonctionnaires. En moyenne, il représente plus de 80 % du salaire des agents de la Fonction publique. La valeur actuelle du point d'indice est de 4,85 € bruts.

La CGT revendique :

- Une revalorisation immédiate du point d'indice et un plan de rattrapage des pertes accumulées ;
- la valeur du point comme élément essentiel du traitement et du calcul de la retraite ; un minimum de rémunération à 2 000 € mensuels bruts ;
- L'intégration des primes dans la grille pour mettre fin aux inégalités entre agents et entre collectivités ;
- L'indexation des salaires sur l'inflation.

14H DENFERT-ROCHEREAU

Tous ensemble, faisons du 29 septembre une étape visible dans la construction du rapport de force, pour en finir avec la vie chère et cette politique entièrement tournée contre nos droits

